

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les questions sociales, religieuses et économiques à l'agenda du chef de l'État

J.K.M  
Libreville/Gabon

LE président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, a eu un agenda

particulièrement chargé hier au palais du bord de mer. Le numéro un gabonais s'est, en effet, entretenu avec l'ancien candidat à l'élection présidentielle, Bertrand Zibi Abeghe. Ainsi qu'avec une

délégation de religieux et de responsables d'établissements bancaires.

L'entretien avec Bertrand Zibi Abeghe était axé essentiellement autour des questions sociales, notamment celles liées au chômage des jeunes. Tout en félicitant le chef de l'État pour la mise en place du processus en cours amorcé le 30 août dernier, l'ancien élu du département Haut-Ntem à l'Assemblée nationale lui a soumis quelques propositions allant de l'appui public aux jeunes exerçant des petits métiers dans les quartiers sous-intégrés, à une meilleure couverture sanitaire et à l'amélioration des conditions d'apprentissage.

Avec à leur tête le vicaire général de l'archidiocèse de Libreville, Monseigneur Ruffin Ngoubou, les membres du clergé ont présenté au numéro un gabonais le nouvel aumônier de la présidence de la République, l'abbé Jean Davy Ndongha



Photo: DR

L'entretien avec Bertrand Zibi était axé essentiellement autour des questions sociales.

Ndong, promu récemment à cette fonction.

Quant à eux, les responsables d'établissements bancaires ont réaffirmé au président de la République leur disponibilité à accompagner, autant que possible, les politiques publiques tout au long de la Transition.

Le numéro un gabonais les a exhortés à faire preuve de transparence, responsabilité et à faire montre d'éthique dans l'exercice quotidien de leurs responsabilités tout en respectant scrupuleusement leurs engagements vis-à-vis de l'État.

### Médiature de la République : Alexis Boutamba Mbina égrène les difficultés de fonctionnement



Photo: DR

Les médiateurs de la République échangeant avec la ministre de la Réforme des institutions.

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

MURIELLE Minkoue Mintsa, ministre de la Réforme des institutions, s'est récemment rendue à la Médiature de la République. Occasion pour elle d'échanger avec le Médiateur de la République, Alexis Boutamba Mbina, et les autres membres de cette autorité administrative et indépendante. Une prise de contact qui a surtout permis à la nouvelle ministre de s'imprégner de son rôle et de son fonctionnement.

Les échanges ont essentiellement porté sur la question des textes de la Médiature de la République, les difficultés fonctionnelles, les urgences en termes d'attentes et la contribution de cet organe aux débats à venir sur la refonte des institutions. Première difficulté, celle des textes en attente d'adoption qui pourraient favoriser l'augmentation des effectifs à la Médiature. "Le défi immédiat lié à cette situation a été notamment d'introduire les décrets organiques dans le circuit permettant leur adoption. Cela a

déjà été fait, mais nous restons en attente de leur aboutissement", a expliqué Alexis Boutamba Mbina.

L'adoption de ce texte pourrait, selon lui, résoudre les problèmes de traitement personnel et ceux liés, entre autres, aux moyens roulants. Le cadre de travail serait lui aussi un frein à la bonne marche de la Médiature. Il a de ce fait sollicité l'aide du gouvernement pour l'octroi d'un siège abritant l'ensemble des services de cet organe.

Murielle Minkoue Mintsa a, quant à elle, dit avoir pris acte des difficultés et entend porter le plaidoyer de son hôte auprès du gouvernement.

"Je ne peux pas m'engager à ce stade, mais je prends bonne note des préoccupations qui sont les vôtres. Et nous verrons dans quelle mesure vous accompagner au mieux pour que la Médiature ait un texte qui cadre avec ses exigences. Pour les locaux, nous regarderons ce qu'il est possible de faire, voir avec les disponibilités de l'État, comment vous accompagner au mieux", a assuré la ministre de la Réforme des institutions.

### Appel à contributions : la ministre de la Réforme des institutions sollicite l'implication de la CNLCEI

AEE  
Libreville/Gabon

LA ministre de la Réforme des institutions, Murielle Minkoué Mintsa, s'est rendue dernièrement à la Commission nationale de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite (CNLCEI) pour, comme elle l'a signifié, une prise de contact. Toutefois, le membre du gouvernement a saisi cette opportunité pour rappeler aux membres de cette institution la nécessité pour eux de contribuer à rendre fortes les institutions du Gabon.

Sur ce, elle les sollicite à vulgariser et à s'impliquer dans l'appel lancé le 30 septembre dernier par le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, qui sollicite une contribution de tous les Gabonais à présenter leur diagnostic de la situation



Photo: AEE

Visite du ministre de la réforme des institutions à la CNLCEI.

générale ou sectorielle du pays et leurs propositions de solutions en vue de la préparation du prochain dialogue national.

"C'est l'occasion pour moi, a-t-elle dit, de vous demander de relayer l'appel lancé par le Premier ministre de la Transition. Appel à contributions sur la situation sociopolitique et économique de notre pays, de tous les citoyens gabonais où qu'ils soient, des deux sexes, quelles que soient leurs conditions. Chacun de nous est appelé à faire son diagnostic de la situation que

notre pays vit depuis quelques années et qui a amené les autorités de la Transition, à savoir les Forces de défense et de sécurité, à poser un acte salubre le 30 août dernier."

"Les commissaires membres et le personnel de la CNLCEI ont réaffirmé leur adhésion à cette mission républicaine et ont assuré quant à leur engagement à faire des propositions en vue de la préparation du dialogue national prévu entre avril et juin 2024", a fait savoir le président de l'institution, Nestor Mbou.